

Penser les médiations des débats en ligne : apports croisés des SIC et de la science politique

par Wojcik Stéphanie « stephanie.wojcik@wanadoo.fr »

Maison Française d'Oxford - University of Oxford

Dans cette communication, je souhaite associer les acquis des recherches menées au sein de deux disciplines, les sciences de l'information et de la communication et la science politique, en vue d'appréhender les différentes formes de médiations à l'œuvre lors du fonctionnement de dispositifs participatifs en ligne. Je me fonderai principalement sur l'étude des forums de discussion présents sur les sites Internet des municipalités françaises, tout en ne m'interdisant pas de m'appuyer sur les analyses relatives à d'autres modalités de prises de parole dans l'espace public, qu'elles soient ou non médiatisées à l'aide d'un réseau numérique. Il s'agira in fine de saisir les apports de l'une et l'autre discipline dans l'analyse des débats en ligne, et plus particulièrement leur dimension technique, et de plaider pour leur nécessaire articulation.

La médiation technique, notamment celle opérée par les technologies de l'information et de la communication, constitue un point nodal des réflexions des sciences de l'information et de la communication au sein desquelles il semble communément admis que la matérialité des dispositifs influe sur le processus de communication, qu'il s'agisse de contraindre ou d'élargir les capacités d'expression des différents protagonistes. En revanche, les travaux relevant de la science politique s'attardent moins sur cette matérialité des dispositifs de débat public ou l'envisagent dans une perspective plutôt instrumentale. Les limites de ces dispositifs sont alors le plus fréquemment analysées à l'aune des rapports de pouvoir et de domination qui s'y jouent, ce qui conduit parfois à donner un crédit démesuré au seul schème stratégiste. Dès lors, la charnière éventuelle entre SIC et science politique pourrait se trouver dans la prise en considération à la fois des rapports sociaux de pouvoir et de l'irréductible matérialité des supports dont le fonctionnement ne peut être uniquement envisagé comme leur simple reflet, plus ou moins déformé.

Mots-clés : médiations, technique, dispositifs, Internet, débat public, forum de discussion, sciences de l'information et de la communication, science politique

This paper aims at linking media studies and political science to grasp the various ways people use to communicate their opinions online, especially in discussion forums. The materiality of the devices influences the communication process. However, studies in political science linger less over this aspect. We should pay attention to both the power relations in society and the irreducible materiality of the medium whose functioning can not be seen as their, more or less altered, reflection.

Keywords : mediation, technique, devices, internet, public debate, discussion forums, media studies, political science

Penser les médiations des débats en ligne : apports croisés des SIC et de la science politique

Depuis quelques années, on assiste à un véritable « engouement pour la délibération en matière de décisions publiques » selon les mots de Giandomenico Majone (1994 : 579). Pour Loïc Blondiaux et Yves Sintomer, l'action publique se placerait désormais sous le signe d'un « impératif délibératif » (Blondiaux & Sintomer, 2002) qui passe par la mise en discussion des décisions prises par les autorités

politiques et qui leur assurerait une légitimité que l'élection ne suffirait plus à leur octroyer. Cette nécessité de mettre en discussion la décision politique s'inscrit progressivement dans des textes destinés, à travers une variété de procédures, à compléter le fonctionnement représentatif de notre démocratie par une logique plus participative. Diverses formes de débat public auxquelles sont conviés les citoyens « ordinaires » sont ainsi mises en œuvre à l'échelle nationale et locale. Concertation en matière d'urbanisme et d'environnement, comités consultatifs et conseils de quartier promus par la loi sur la « démocratie de proximité » du 27 février 2002 constituent autant de dispositifs censés favoriser la participation des citoyens à la gestion des affaires de la cité. La multiplication de tels espaces de débat qui découle de cette nécessité procédurale a favorisé l'introduction de médiateurs, chargés de faire la jonction entre le technique et le politique. Commissaire enquêteur dans le cadre des enquêtes publiques, chef de projet au sein de la politique de la ville, membre des commissions de suivi instaurées par la circulaire « Bianco » en 1992 participent ainsi au déroulement des débats publics et contribuent, à des degrés divers, à la formulation d'un intérêt général dont la définition échappe désormais, pour partie, aux responsables politiques. De plus, cette apparition de professionnels de la participation et/ou de la médiation influe sur les conditions et les modalités de participation de la population, mais aussi sur l'impact que cette dernière aura effectivement sur la décision finale.

Dans ce contexte, la mise en œuvre de forums de discussion sur les sites Internet de certaines municipalités suscite des espoirs quant à la possible apparition de formes nouvelles de délibération, en partie déliées des contraintes temporelles enserrant les dispositifs hors ligne (Dutton, 1996) et susceptibles d'amenuiser les hiérarchies sociales et les relations de pouvoirs manifestes dans les débats en face-à-face (Gastil, 2000). Mais, de la même manière que la multiplication des espaces de débat favorise l'apparition, dans la sphère locale, de médiateurs, les forums nécessitent la présence de professionnels (responsable de la communication, webmestre) qui en assurent le fonctionnement régulier. La modération du forum apparaît en effet indispensable pour le bon déroulement des échanges (Davis, 2005) mais aussi afin que ceux-ci puissent éventuellement être pris en considération par les autorités politiques qui en sont les initiateurs (Monnoyer-Smith, 2004).

Dans des travaux antérieurs, j'ai amorcé une réflexion sur les pratiques de modération des webmestres et notamment sur la manière dont leur gestion de la discussion électronique influait sur les conditions et les modalités de participation de la population. Trois principaux rôles du modérateur avaient pu ainsi être dégagés : le manager, l'arbitre et l'intermédiaire. Dans le cas de l'animation du forum, l'investissement du webmestre dans le débat a une part certaine dans l'intérêt que les internautes portent au forum. Dans l'exercice de sa fonction d'arbitre, il indique ce qui est dicible dans l'espace du forum et les formes que doivent revêtir les interventions. Lorsqu'il endosse la fonction d'intermédiaire et qu'il transmet certaines contributions aux responsables politiques, il s'arroge une prérogative clairement politique (Wojcik, 2007).

Dans cette communication, je souhaite poursuivre cette réflexion en associant les acquis des recherches menées au sein de deux disciplines, les sciences de l'information et de la communication et la science politique, en vue d'appréhender plus largement les différentes formes de médiations à l'œuvre lors du fonctionnement de dispositifs participatifs en ligne. Je me fonderai principalement sur l'étude des forums de discussion présents sur les sites Internet des municipalités françaises, tout en ne m'interdisant pas de m'appuyer sur les analyses relatives à d'autres modalités de prises de parole dans l'espace public, qu'elles soient ou non médiatisées à l'aide d'un réseau numérique. Il s'agira *in fine* de saisir les apports et les incomplétudes de l'une et l'autre discipline dans l'analyse des débats en ligne et de plaider pour leur nécessaire articulation. À ce titre, j'essaierai d'éviter l'écueil souligné par Yves Jeanneret à propos des « approches prédominantes dans le champ des sciences politiques, qui envisagent souvent la question du pouvoir des « médias » et de leurs « récepteurs » de très loin, sans réelle considération de la spécificité des médiations, matérielles et formelles, qui les unissent » (Jeanneret, 2007 : 150).

1. Les SIC et la médiation technique comme pierre angulaire du débat en ligne

En sciences de l'information et de la communication, l'appel à proposition souligne les nombreux domaines (médiations des savoirs, médiations des cultures, médiations dans le champ des médias, médiations documentaires) dans lesquels cette notion de médiation est centrale au point de recouvrir presque une dimension paradigmatique. Une approche communicationnelle de la médiation est précisément caractérisée par l'accent mis sur l'articulation entre les dispositifs techniques de la communication et la production des messages et du sens (Miège, 1995). Afin toutefois de soustraire la réflexion sur la communication à tout déterminisme technique[1], il est nécessaire de considérer l'interdépendance entre la technique et le social qui forme un tissu de médiations dans lequel il est « indispensable de faire intervenir le jeu des acteurs sociaux concernés » (Miège, 1989 : 57).

La médiation technique constitue un point nodal de la réflexion des sciences de l'information et de la communication dans sa reprise et critique des travaux de l'École de Francfort (Adorno, Horkheimer, Habermas et récemment Feenberg) pour laquelle la technique est une idéologie matérialisée. De plus, les approches développées en SIC sur les usages sociaux des techniques, et notamment l'appropriation des technologies de l'information et de la communication (TIC), s'attachent à mettre en lumière la négociation des pratiques et la valorisation de la part d'autonomie et de liberté dont disposerait l'individu (Jouët, 1993). En tous les cas, il est communément admis que la matérialité des dispositifs influe sur le processus de communication, qu'il s'agisse de contraindre ou d'élargir les capacités d'expression des différents protagonistes. Il peut s'agir de l'agencement des lieux et la disposition des participants dans l'espace physique d'un débat public mais aussi, pour ce qui nous concerne ici, du logiciel utilisé, du type d'interaction qu'il permet mais aussi de l'appropriation de l'interface par les utilisateurs. Cette importance déterminante du support est ainsi mise en exergue par Laurence Monnoyer-Smith qui montre à propos des débats en ligne sur le troisième aéroport parisien, que la distance posée par l'interface informatique a, dans ce cas, joué un rôle de filtre à des formes virulentes de prise de parole constatées en réunion publique (Monnoyer-Smith, 2007). À propos de la même procédure de concertation, la structure dialogale du forum permettrait à l'argumentation d'accéder à un niveau d'élaboration et de complexité supérieur à celui observable dans les courriers de lecteurs (Doury & Maccoccia, 2007). Dans une perspective similaire et dans le cas des forums proposés par certaines municipalités françaises sur leur site Internet, j'ai pu montrer que la volonté des organisateurs de maîtriser le contenu discursif des forums est accentuée par leur caractère permanent. La méfiance des élus est en effet d'autant plus aiguë qu'à la différence d'une réunion publique ou d'un conseil de quartier, lors desquels les échanges oraux sont volatiles et temporellement circonscrits, les propos tenus sur le forum sont écrits, visibles par tous ceux qui se connectent sur le site, et surtout affichés pendant un temps qui peut être extrêmement long[2] et, le plus souvent, laissé à la discrétion des webmasters eux-mêmes. En raison de la pérennité des critiques potentielles portées par les internautes à l'encontre des actions ou des responsables municipaux, ces derniers peuvent, en effet, se trouver tentés de contrôler de manière accrue la teneur des messages en mesure d'accéder à la publication électronique. De même, la visibilité des propos, au-delà des frontières communales, peut accroître leur méfiance à l'égard du forum (Wojcik, 2006).

A partir de mon étude des forums municipaux des régions Aquitaine, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, le tableau suivant constitue une tentative de schématisation des rapports entre les propriétés techniques du forum de discussion et les pratiques délibératives de la municipalité et des internautes, pratiques qui sont, quelquefois, ambivalentes (Wojcik, 2005).

PROPRIÉTÉS TECHNIQUES DU FORUM ET PRATIQUES DÉLIBÉRATIVES CONSTATÉES		
Propriétés techniques du forum	Pratiques municipales	Pratiques des internautes

Permanence de l'accès aux propos exprimés	- accentuation de la modération en raison de la durabilité des critiques potentielles à l'égard de la municipalité- connaissance continue de l'opinion d'une partie de la population, en dehors des outils de mesure ponctuels	- lorsque les responsables politiques interviennent effectivement sur le forum, transparence des actions municipales- contrôle des actions municipales
Mode écrit de la communication	- le caractère écrit des messages facilite leur consultation ; comme pour la permanence d'accès, c'est un facteur contribuant à l'accentuation de la modération - perpétuation du formalisme des interventions des responsables politiques, habitués à les formuler par écrit	- exclusion de certaines personnes peu rompues à l'expression écrite- inclusion de ces mêmes personnes en raison du style possiblement familier d'écriture et si il existe un accompagnement institutionnel adéquat - rationalité des argumentations
Asynchronie des échanges	- absence de maîtrise des tours de parole, ce qui peut conduire les élus à ne pas intervenir sur le forum municipal	- facilitation de la prise de parole pour les individus ne pouvant respecter les horaires fixes des réunions en présentiel - affaiblissement de la dynamique des échanges lorsque le laps de temps qui s'écoule entre les différentes interventions est trop important
Absence de co-présence physique	- réticence des responsables politiques à intervenir car la présence électronique est trop éloignée de leur mode habituel de communication politique- disparition de la symbolique du pouvoir- absence de maîtrise de la distribution de la parole	- facilitation de la prise de parole- virulence des propos- disparition des signes non discursifs d'appartenance sociale
Universalité géographique d'accès	- diffusion de l'image de la ville à l'extérieur des frontières communales : moyen de pression sur les élus et accentuation de la modération	- extra-territorialité de certaines interventions
Expression directe, non médiatisée socialement	- court-circuitage des médiations associatives- possibilité d'instrumentalisation par les opposants	- facilitation de la prise de parole

Considérer la matérialité des dispositifs dans lesquels s'enchâssent les prises de parole des citoyens implique par ailleurs de prêter attention aussi à leur appropriation par les individus à travers, soit, les possibilités de détournement de tels dispositifs, par exemple, à travers la contestation du fonctionnement réel de ces procédures (Fourniau, 2004), de leurs usages non prévus par les concepteurs ou encore de la non soumission aux thèmes et aux formats de parole initialement imposés par les organisateurs (Monnoyer-Smith, 2006). En revanche, les travaux relevant de la science politique s'attardent moins sur cette matérialité des dispositifs de débat public, leurs limites étant le plus fréquemment analysées à l'aune des rapports de pouvoir et de domination qui s'y jouent, ce qui conduit parfois à donner un crédit démesuré au seul schème stratégiste.

2. La science politique, entre déni, instrumentalisation et reconnaissance de la dimension technique du débat en ligne

Hormis dans le cas où elles sont clairement exploitées par des collectifs plus ou moins organisés en vue d'organiser leur action et de faire entendre leurs revendications auprès des autorités politiques, les technologies de l'information et de la communication n'étaient pas réellement considérées, jusqu'à peu[3], comme faisant partie du champ « légitime » d'investigation de la science politique. À cela, il est possible d'apporter au moins deux types d'explication. D'une part, l'intérêt se focalise sur les médias les mieux installés dans le paysage politique – la télévision – et les mieux ancrés dans les pratiques des responsables politiques. À ce titre, il faut souligner que les analyses des médiations, techniques et sociales, qu'opère le média télévisuel soient loin d'être négligées. La nécessité de telles analyses est d'ailleurs soulignée avec force par Erik Neveu : « pour être rhétoriquement séduisantes la « démocratie cathodique » ou « l'agora antique » sont des notions fumigènes si on les sépare d'un tissu de médiations qui permettent aux technologies de s'inscrire dans la chair du social » (Neveu, 2000 : 113). Même si, en France, prédomine le plus souvent une approche bourdieusienne qui considère que le dispositif télévisuel, notamment dans les émissions mettant en scène politiques et simples citoyens, reproduit la hiérarchie institutionnelle entre représentants et représentés[4] et ignore que ces mêmes émissions peuvent *a minima* conduire à l'élargissement de la définition du politique au-delà des catégories, statuts et processus ayant cours dans la sphère institutionnelle (Lefébure, 2008).

D'autre part, l'« évidente » inégalité d'accès à Internet, et plus précisément la sociologie élitiste de ses utilisateurs, découragerait d'emblée toute tentative d'analyse des éventuelles formes nouvelles de participation qu'il pourrait encourager. Ainsi, dans son article consacré aux nouvelles formes de délibération, Daniel Boy remarque-t-il, à propos des forums en ligne : « Les limites de ces méthodes sont suffisamment connues pour que nous n'y revenions pas : l'usage des nouvelles technologies de la communication, pour prometteur qu'il soit pour l'avenir, demeure aujourd'hui culturellement et socialement limité » (Boy, 2003 : 300). En d'autres termes, alors que la sociologie des débats publics traque précisément sinon les catégories « populaires » de la population, tout du moins les citoyens « ordinaires » pour lesquels les dispositifs participatifs actuels sont en théorie précisément destinés, et déplore de n'y trouver au contraire que les experts, les militants, les citoyens déjà engagés, appartenant aux catégories plutôt favorisées de la population, s'attacher à des prises de paroles qui pourraient n'être que, par définition, celles de l'élite socio-économique constituerait dès lors une démarche disqualifiée. Et ce, même si de nombreuses études, il est vrai essentiellement anglo-saxonnes, sur les pratiques participatives en ligne montrent au contraire que ces dernières tendent à réduire l'influence du statut social sur la capacité des individus à prendre la parole et à diminuer la pression symbolique qui pèse traditionnellement sur les participants des débats en face-à-face (Pruijt, 2002 ; Stanley & Weare, 2003 ; Coleman, 2004 ; Beierle, 2004).

Alors que les études sur les médias notamment audio-visuels mobilise des bataillons de politistes, l'analyse des TIC est, jusqu'à la fin des années 1990, le fait de chercheurs assez isolés, qui s'intéressent progressivement aux usages socio-politiques des technologies de l'information et de la communication (Vedel, 1994 ; Vitalis, 1998) et soulignent, à l'instar de Pierre Chambat que « la médiation technique ne saurait faire l'économie de la médiation sociale » (Chambat, 1995 : 13). Mais, si sous l'influence de l'élargissement des répertoires d'action militants d'une part et des évolutions des formes de la communication politique[5] d'autre part, un nombre croissant de politistes se penche désormais sur l'insertion croissante des TIC dans la vie démocratique, ils adoptent une attitude plutôt réticente à les envisager comme un possible facteur de changement dans les modalités traditionnelles de faire de la politique, qu'il s'agisse de faire campagne ou de développer la participation des citoyens au processus décisionnel. La plupart des travaux pointent en effet la congruence des réalisations empiriques avec la thèse du « politics as usual » soutenue dans les années 2000 par Margolis et Resnick. « Autrement dit – affirme Jacques Gerstlé – c'est bien le politique qui prévaut sur la technique. C'est bien le sens qui doit l'emporter sur l'instrument [...] (Gerstlé, 2004 : 244). Dès lors,

c'est davantage une perspective instrumentaliste qui prévaut dans les travaux empiriques qui envisagent la technique sous l'angle de la cristallisation des mutations des pratiques politiques qu'elle est susceptible d'opérer et qui sont par ailleurs observables par exemple au sein des partis et dans les formes d'engagement qu'ils suscitent : « Si l'adhérent « made in internet » n'introduit pas de rupture véritable dans les modalités pratiques de l'engagement socialiste, il concentre néanmoins sur son nom 15 ans d'évolutions des formes du militantisme au PS » (Treille, 2007 : 11-12).

D'autres réflexions commencent toutefois à considérer autrement le poids des médiations techniques dans l'expression des opinions. Par exemple, Bernard Manin et Azi Lev-On soulignent que si les forums et les groupes de discussion tendent à rassembler des communautés homogènes de pensée, ce n'est pas seulement parce que les internautes éviteraient volontairement la confrontation à des opinions. C'est aussi dû à la manière dont Internet opère techniquement. Par exemple, les moteurs de recherche renvoient généralement les personnes directement vers des sites mobilisant le même registre sémantique ; les hyperliens encapsulent les individus dans des communautés fermées ; les systèmes de classement des contributions exposent celles qui sont les plus populaires en haut de la page, ce qui a pour effet collatéral de rendre moins visible les dissensions (Manin & Lev-On, 2006).

Il importe par ailleurs de relever aussi les points d'accord entre SIC et science politique qui se rejoignent sur au moins un constat : l'importance croissante de la notion de médiation et, dans le même temps, l'opacité que recouvre le terme et la multiplicité des situations auquel il fait référence. Ainsi, en science politique, la réflexion sur les « intermédiaires » dans l'action publique ne cesse de se développer dans semble-t-il deux directions. D'un côté, des travaux notamment réunis dans l'ouvrage de Olivier Nay et Andy Smith (2003) cherchent à appréhender les récentes mutations institutionnelles (décentralisation, construction européenne, ouverture internationale ou encore essor de la coopération intergouvernementale) à travers une réflexion sur tous ceux qui participent aux arbitrages politiques, jouent un rôle de « passeur » entre les groupes et les institutions présents dans l'espace public et contribuent ainsi à une « fabrique du compromis » nécessaire au fonctionnement non entropique de la représentation démocratique. D'un autre côté, la multiplication actuelle des espaces de débat conduit à engager une réflexion sur l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène politique, professionnels de la participation ou encore « experts en participation » qui peuvent se définir comme des facilitateurs, des accompagnateurs, des conseillers, des traducteurs, des développeurs, des experts ou des animateurs (Nonjon, 2005). Dans les deux cas, ces médiateurs participeraient au renouvellement de la définition classique de l'expertise à tel point que certains auteurs fondent la figure de l'expert dans celle du médiateur (Gaudin, 2000). Dans une telle perspective, ce dernier doit, à partir de l'expression de points de vue particuliers, « agir comme un révélateur (au sens chimique du terme), en construisant par la négociation et/ou l'imposition, [l'] intérêt général » (Lascoumes, Le Bourhis, 1998 : 39).

Conclusion

Il apparaît délicat de répondre de manière univoque au questionnement initial relatifs aux différentes formes de médiations à l'œuvre lors du fonctionnement de dispositifs participatifs en ligne tant les approches en sciences de l'information et de la communication ne sont précisément pas monolithiques. En d'autres termes, j'ai considéré ici l'approche de la médiation technique qu'il me semblait prévaloir au sein de chaque discipline, ce qui n'est pas exclusif d'interprétations qui peuvent considérablement varier selon les auteurs mais aussi d'hybridations déjà existantes entre les deux disciplines. Schématiquement, les SIC donnent, à juste titre, une place considérable à la matérialité des dispositifs dans les possibles reconfigurations des médiations politiques alors que la science politique serait plus restrictive dans son appréhension de cette même matérialité au profit d'une mise en lumière des jeux d'acteurs mus par une rationalité de type stratégique. Dès lors, la charnière éventuelle entre SIC et science politique pourrait se trouver dans la prise en considération à la fois des rapports sociaux de

pouvoir et de l'irréductible matérialité des supports dont le fonctionnement ne peut être uniquement envisagé comme leur simple reflet, plus ou moins déformé.

De plus, il serait également intéressant de développer d'autres points possibles de convergence entre la démarche politiste et les approches développées en sciences de l'information et de la communication. Par exemple, sur le plan méthodologique, il est sans nul doute légitime de reconnaître l'intérêt des techniques ethnographiques d'investigation – présentes en SIC – qui permettent l'observation fine des usages en acte, mais aussi d'envisager des outils davantage quantitatifs (par exemple, questionnaires) – et plus propres à la science politique – dans l'appréhension de tels usages. En tous les cas, ma communication repose sur l'hypothèse que la qualité de l'analyse de la médiation politique sur Internet ne peut faire l'économie d'une fécondation réciproque entre la science politique et les sciences de l'information et de la communication.

Références bibliographiques

BEIERLE T. C., "Digital Deliberation : Engaging the Public Through Online Policy Dialogue", in SHANE P. M. (ed.), *Democracy Online. Prospects for political renewal through the Internet*, London, Routledge, 2004, p. 155-166.

BLONDIAUX L. & SINTOMER Y. (dir.), « L'impératif délibératif », *Politix*, n° 57, 2002.

BOY D., « Les nouveaux modes de délibération », in PERRINEAU P. (dir.), *Le désenchantement démocratique*, Paris, Editions de l'Aube, 2003, p. 291-307.

CHAMBAT P., « Espace public, espace privé : le rôle de la médiation technique », in PAILLIART I. (dir.), *L'espace public et l'emprise de la communication*, Grenoble, Ellug, 1995, p. 65-98.

COLEMAN S., "Connecting Parliament to the Public via the Internet : Two Case Studies of Online Consultations", *Information, Communication & Society*, vol. 7(1), 2004, p. 3-22.

DAVIS R., *Politics Online. Blogs, Chatrooms, and Discussion Groups in American Democracy*, New York and London, Routledge, 2005. DUTTON W. H., "Network Rules of Order : Regulating Speech in Public Electronic Fora", *Media, culture and society*, 18 (2), 1996, p. 269-290.

FOURNIAU J.-M., « Mécontentement et situations délibératives. L'expérience de la participation aux débats publics dans le domaine de l'aménagement », in CASTAGNA B. & al. (dir.), *La situation délibérative dans le débat public*, Tours, Presses Universitaires François Rabelais, 2004.

GASTIL J., "Is Face-to-Face Citizen Deliberation a Luxury or a Necessity ?", *Political Communication*, 17 (4), 2000, p. 257-361.

GAUDIN J.-P., « Métiers de la ville : la question de la professionnalisation », *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 88, décembre 2000, p. 145-148.

GERSTLÉ J., *La communication politique*, Armand Colin, coll. « Compact », 2004. JEANNERET Y., *Y-a-t-il (vraiment) des technologies de l'information ?*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2007.

JOUËT J., « Pratiques de communication et figures de la médiation », *Réseaux*, n° 60, 1993, p. 99-120.

LASCOUMES P. & LE BOURHIS J.-P., 1998, « Le bien commun comme construit territorial », *Politix*, 42, p. 37-66.

LEFEBURE P., « Intérêt et limites de la notion de « profane » dans l'analyse des débats télévisés intégrant des citoyens anonymes », in FROMENTIN T. & WOJCIK S. (dir.), *Le profane en politique. Compétences, engagements et savoirs du citoyen dans l'espace démocratique*, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », à paraître (2008).

MAJONE G., « Décisions publiques et délibération », *Revue française de science politique*, vol. 44, n° 4, août 1994, p. 579-598.

MANIN B. & LEV-ON A., « Internet : la main invisible de la délibération », *Esprit*, mai 2006, p. 195-212.

MARGOLIS M. & RESNICK D., *Politics as Usual. The Cyberspace Revolution*, Sage, 2000. MIÈGE B., *La pensée communicationnelle*, Grenoble, PUG, 1995.

MIÈGE B., *La société conquise par la communication*, Grenoble, PUG, 1989.

MONNOYER-SMITH L., « Systèmes participatifs sur Internet : vers une nouvelle ère de la délibération publique ? », in CASTAGNA B. & al. (dir.), *La situation délibérative dans le débat public*, Tours, Presses Universitaires François Rabelais, vol. 2, 2004, p. 71-86.

MONNOYER-SMITH, « Etre créatif sous la contrainte : une analyse des formes nouvelles de la délibération publique. Le cas DUSCAI », *Politix*, n° 75, 2006, p. 75-101.

NAY O. & SMITH A. (dir.), *Le gouvernement du compromis. Courtiers et généralistes dans l'action publique*, Paris, Economica, 2003.

NEVEU E., « De quelques incidences des médias sur les systèmes démocratiques », *Réseaux*, n° 100, 2000, p. 108-133.

NONJON M., « Réhabiliter le politique dans l'Urbain, la raison sociale des experts en participation », in DUMOULIN L. & al. (dir.), *Le recours aux experts. Raisons et usages politiques*, Grenoble, PUG, 2005, p. 209-224.

PELISSIER N. & EVANGHELOU A., « Orwell à Athènes : la cyberdémocratie au chevet de la démocratie », *Quaderni*, n° 41, printemps 2000, p. 109-138.

PRUITT H., "Social Capital and the Equalising Potential of the Internet", *Social Science Computer Review*, vol. 20 (2), 2002, p. 109-115.

STANLEY J. W. & WEARE C., "The Effects of Internet Use on Political Participation : Evidence From an Agency Online Discussion Forum", *Administration Society*, vol. 36, 2003, p. 503-527.

TREILLE E., « « Made in internet ». Les nouveaux adhérents du Parti socialiste », communication au colloque *Les usages partisans de l'Internet* organisé par l'équipe IRENEE – Université de Nancy 2, Nancy, 21-22 juin 2007, 13 p.

VEDEL T. & WOJCIK S., "E-Participation research in the administrative and political domain in France", in DEMO-Net - D14.1 Booklet on *eParticipation research from an administration and political perspective*, February 2008, 20 p. VEDEL T., « Introduction à une socio-politique des usages », in VITALIS A. (dir.), *Médias et nouvelles technologies. Pour une socio-politique des usages*, Rennes, Apogée, 1994, p. 13-34.

VITALIS A., « Techniques d'information et formes politiques. La démocratie à l'ère des nouvelles technologies », *Revue européenne des sciences sociales*, tome XXXVI, 1998, n° 111, p. 189-198

WOJCIK S., « Les forums électroniques municipaux : un espace délibératif inédit », *Hermès*, n° 45, 2006, p. 177-182.

WOJCIK S., « Les modérateurs des forums de discussion municipaux, des intermédiaires démocratiques ? », *Questions de communication*, n° 12, Presses Universitaires de Nancy, n° 12, décembre 2007, p. 335-354.

WOJCIK S., *Délibération électronique et démocratie locale. Le cas des forums municipaux des régions Aquitaine, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées*, Thèse pour le Doctorat de science politique, Université Toulouse 1, novembre 2005.

[1] À propos de la démocratie électronique, Nicolas Pélissier et Athanassios Evangelou écrivaient au début des années 2000 : « on peut constater que, tant pour les politistes que pour les médiologues, l'intérêt pour une réflexion sur la cyberdémocratie n'est pas manifeste. Les sciences politiques se passionnent pour les nouvelles voies de la démocratie, mais n'ont pas encore réellement investi et conceptualisé le cyberspace ; les sciences de la communication, elles, sont obnubilées par les technologies de l'information, mais tendent à oublier leur dimension politique » (Pélissier & Evangelou, 2000 : 120-121).

[2] Par exemple, sur les forums de Carmaux (Tarn), les messages des participants aux différents forums peuvent être affichés pendant plus de deux ans. A Cenon (Gironde), la date du premier message affiché sur le forum « Le tramway : vos réflexions » est le 21 janvier 2001, le dernier message date quant à lui du 10 juillet 2003.

[3] Le colloque organisé par Fabienne Greffet sur « les usages partisans de l'internet » les 21 et 22 juin 2007 à l'université Nancy 2 met fin à l'indifférence polie qu'affichaient jusqu'alors les politistes français à l'égard des rapports entre politique et technologies de l'information et de la communication.

[4] Dans cette perspective, les analystes des programmes télévisuels insistent par exemple sur leur séquençage spectaculaire et non dialogique, les hiérarchies implicites entre intervenants, l'accent mis sur la dramaturgie plutôt que sur la résolution du problème posé, le remplacement de journalistes par des animateurs.

[5] La campagne pour l'élection présidentielle française de 2007 a généré de nombreuses recherches sur les usages d'Internet par les différents candidats. Elles se sont notamment focalisées sur la campagne participative de Ségolène Royal (en partie inspirée par l'expérience d'Howard Dean lors des primaires démocrates de 2004 aux États-Unis) et son site web « Désirs d'Avenir » dont l'objectif était de développer une nouvelle manière de faire campagne, fondée sur la participation active des électeurs (et non plus seulement des adhérents et des militants du parti). Pour une revue de la littérature sur l'usage d'Internet dans les campagnes électorales, voir Vedel & Wojcik, 2008.